

Madame Léna PROVOST  
33, rue du Faubourg du temple  
75010 PARIS

Saclay le 19 Novembre 2019  
Objet : Votre contrat de travail à durée indéterminée  
Nos réf. : DRF/CEAPSAC/SRHS/BE/MI/2019

Madame,

Je vous informe que le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives a décidé de s'assurer votre collaboration selon les conditions ci-après définies.

#### ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

Vous êtes engagée en qualité **Technicien supérieur**, niveau **N5**, coefficient **327**.

Vous percevrez à ce titre une rémunération mensuelle brute de **1 988.37 euros** se décomposant comme suit :

- un salaire mensuel brut de base : **1 815.86 euros**
- une prime spécial non cadre **9,5%** du salaire de base.

Vous exercerez vos fonctions sur le centre de Saclay :

- Direction de la Recherche Fondamentale (**DRF**)
- Institut de Recherche sur les Lois Fondamentales de l'Univers (**IRFU**)
- Département d'Astrophysique (**DAP**)
- Laboratoire de Qualité-Intégration-Spatiale (**LQIS**)

#### ARTICLE 2 : DUREE DU CONTRAT – PERIODE D'ESSAI

Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée. Vous prendrez vos fonctions **le 3 décembre 2019**.

Vous êtes dispensée de période d'essai.

#### ARTICLE 3 : MOBILITE

Vous pourrez être conduite, à tout moment, à changer d'activité ou d'affectation géographique à la demande du CEA et pour répondre aux besoins de ce dernier.



Vous vous engagez à ne pas demander votre mutation pendant une période de trois ans à compter de votre prise de fonction. Votre Chef d'Unité peut exceptionnellement vous exempter de cette obligation.

#### **ARTICLE 4 : DEDIT FORMATION**

En cas de rupture du présent contrat, de votre fait ou en cas de faute grave, à l'issue d'un stage de formation, le CEA pourra exiger le remboursement des frais de formation, dans la limite d'un montant équivalent à trois mois de salaire.

Les modalités d'application de cette clause et de remboursement seront fixées par une convention spécifique conclue entre le CEA et vous-même, avant le début de chaque formation donnant lieu à la mise en œuvre de cette clause.

#### **ARTICLE 5 : SECRET PROFESSIONNEL**

Pendant et à l'issue de la période d'exécution du présent contrat, vous serez soumise à une obligation générale de discrétion à l'égard des informations d'ordre confidentiel dont vous pourriez avoir (eu) connaissance, quelle qu'en soit la nature (scientifique, technique, administrative, commerciale, financière, médicale) dans l'exercice de vos fonctions.

En particulier, vous serez tenue de ne pas divulguer les secrets liés aux activités de recherche, de fabrication, et de commercialisation auxquels vous auriez (eu) accès dans le cadre de vos fonctions.

Vous êtes tenue aux obligations de discrétion sur toutes les activités concernant le patrimoine scientifique et technique du CEA.

Le non-respect de cette clause pourrait entraîner la rupture immédiate de votre contrat de travail, sans préjudice des poursuites qui seraient engagées conformément aux dispositions légales relatives aux crimes et délits contre les intérêts fondamentaux de la Nation.

#### **ARTICLE 6 : INVENTIONS ET BREVETS**

Lors de l'accomplissement de vos tâches, vous pouvez être amenée à remplir une mission inventive ou créative, ou à y participer.

Si vous estimez avoir créé une invention, un savoir-faire, une œuvre de l'esprit ou un logiciel, vous devez en avertir sans délai le CEA, à l'exclusion de tout tiers, par une déclaration écrite<sup>1</sup>.

Les inventions, savoir-faire, œuvre de l'esprit collective ou logiciel dont vous seriez l'auteur et qui résulteraient des études et recherches entrant dans le cadre de votre contrat appartiendront de plein droit au CEA qui en aura la pleine propriété et la disposition et qui peut en disposer librement.

Afin de répondre aux besoins pour lesquels elle a été créée, le CEA dispose, pour le territoire du monde entier et pour toute la durée de sa protection, des droits de reproduction, représentation, adaptation et traduction sur toute œuvre de l'esprit, autre qu'un logiciel, qui ne pourrait être qualifiée d'œuvre collective.

Dans l'hypothèse où une invention dont vous êtes l'inventeur donnerait lieu au dépôt d'un brevet par le CEA, votre nom sera mentionné dans la demande à moins que vous ne vous opposiez formellement à cette mention.

Ces dispositions demeurent valables après la cessation du contrat.

---

<sup>1</sup> Conformément à l'article 161 de la convention de travail

## **ARTICLE 7 : FORMATION DU CONTRAT DE TRAVAIL**

La formation de votre contrat de travail est subordonnée à la production des pièces nécessaires à la constitution de votre dossier.

Le présent contrat implique que vous soyez libre de tout engagement vis-à-vis d'un éventuel employeur. Vous devrez notamment présenter le certificat de travail délivré par votre dernier employeur.

Toute production de pièces inexactes, toute déclaration erronée entraîneraient l'annulation pure et simple du présent contrat qui, de convention expresse, n'a été conclu qu'au vu des renseignements fournis.

## **ARTICLE 8 : TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Dans le cadre des relations avec ses employés, le CEA est amené à traiter des données à caractère personnel de ces derniers. La notion de « données à caractère personnel » vise toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou pouvant être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant (par exemple, un nom ou un numéro d'identification), ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

A ce titre, le CEA s'engage à respecter le Règlement général sur la protection des données 2016/679 du 27 avril 2016 et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Un document d'information, accessible depuis la page intranet de la Direction juridique et du contentieux (DJC) dédiée à la protection des données personnelles, décrit comment le CEA collecte, utilise et gère vos données à caractère personnel, vos droits, ainsi que la manière dont le CEA se conforme à ses obligations légales.

Le CEA a désigné un Délégué à la Protection des Données (« DPD ») qui est habilité à connaître de l'ensemble des problématiques relatives à la protection des données à caractère personnel. Il peut être contacté aux coordonnées suivantes : [dpd@cea.fr](mailto:dpd@cea.fr)

## **ARTICLE 9 : REGLEMENT INTERIEUR ET CONVENTION DE TRAVAIL**

Vous vous engagez à vous conformer aux dispositions du règlement intérieur de votre établissement.

Votre situation sera régie par la Convention de travail et par l'ensemble des accords collectifs en vigueur au CEA, et par toute modification de ces textes ou accord collectif ultérieur.

La déclaration préalable d'embauche afférente au présent contrat est adressée à l'antenne de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) située à (Montreuil).

Vous voudrez bien me faire part de votre accord dans un délai d'un mois à compter de la réception de ce courrier, en nous retournant un exemplaire du présent contrat, revêtu de votre signature précédée de la mention « Lu et approuvé » à l'adresse suivante :

**Direction du CEA Paris/Saclay  
Service des Ressources Humaines et des relations Sociales  
Bureau Emploi  
Bât 490 PC n°99  
91191 GIF SUR YVETTE Cedex**

A défaut, la proposition d'embauche n'est plus valable.

A Saclay, le 27/11/19

**Véronique TROGER**

Chef du SRHS CEA Paris Saclay

p.o. Jérôme AUSORT

**Mme Léna PROVOST**

Signature précédée de  
la mention « Lu et Approuvé ».

Lu et Approuvé  
